
Brèves économiques pour le Mexique, l'Amérique centrale et les Caraïbes du 10 au 16 janvier 2019

Mexique

2017 – PIB : 1149 Mds USD | Pop : 129 M hbts

Huachicol

62% des mexicains interrogés jugent appropriées les mesures mises en place par le Gouvernement pour lutter contre les vols de carburants ayant occasionné les pénuries d'essence dans le pays. Ce chiffre est encore plus élevé dans la ville de Mexico, où 73% des automobilistes interrogés se disent prêts à continuer à faire la queue pour aider à combattre les vols de carburants (*enquête El Financiero*).

Le Ministère des Finances a enquêté sur 2,4 Mds USD (45,57 Mds MXN) de transactions supposément liées au vol de carburants, mettant en cause 50 individus dans 8 États. 1 700 enquêtes ont été ouvertes (dont 3 pour des fonctionnaires de Pemex, un ancien député local, un ancien maire et des chefs d'entreprises), sans aucune arrestation pour le moment.

Entre 2017 et 2018, au moins 530 M USD (10 Mds MXN) provenant du vol de carburants ont été blanchis, selon le chef de la cellule de Renseignement Financier du Ministère des Finances, Santiago Nieto. Il a cependant averti que ce chiffre pouvait atteindre 2,4 Mds USD (45 Mds MXN), avec plus de 50 entreprises impliquées.

La pénurie de carburant devrait avoir un impact négatif sur l'activité économique, selon le Secrétaire Général de l'OCDE, l'économiste Jonathan Heath, l'économiste en chef de Barnorte et la banque Citibanamex. Ces derniers craignent des pénuries de produits de base, une baisse de l'activité économique en janvier et un coût de 23,6 Mds MXN (0,1% PIB) pour l'économie mexicaine. Citibanamex estime qu'une pénurie de 45 jours coûterait 0,3% de PIB.

D'autres banques et organismes économiques estiment toutefois que le coût économique de la lutte contre les vols de carburants sera négligeable (Moody's, Merrill Lynch, la CEPAL et l'Institut Mexicain des Cadres Financiers – IMEF), et indiquent que cette action aura un impact positif sur la situation financière de PEMEX.

Le Président du Conseil National Agricole a déclaré que le secteur se trouvait « déjà en état de crise » en raison de la pénurie de carburant, évaluant les pertes à 290 M USD (5,5 Mds MXN), affectant l'activité de transport pour les récoltes. Saluant l'objectif de lutter contre les vols de carburant, il a critiqué le manque de dialogue et de coopération avec les secteurs affectés. Les produits les plus affectés sont l'avocat, les tomates, les baies, les piments, les fraises, les myrtilles et les framboises. Les États les plus affectés sont le Guanajuato, Jalisco et le Michoacán.

Relations Mexique / États-Unis

Selon le Vice-Ministre des Affaires Étrangères, Jesús Seade, la ratification du T-MEC sera complexe et pourrait prendre 6 mois à 1 an. Il a indiqué que la coordination avec le secteur privé sera importante durant cette période.

Economie

Plusieurs institutions financières internationales ont abaissé leurs prévisions de croissance pour le Mexique en 2019 :

- *Bank of America – Merrill Lunch* a abaissé ses prévisions d'1 point de pourcentage (pt%), à 1%. La banque explique cette baisse par un affaiblissement de l'économie étasunienne dans l'année et un impact de la politique d'austérité budgétaire du Gouvernement.
- *Citibanamex* a baissé ses projections de croissance de 0,1 pt%, à 1,7%, en raison de la pénurie de carburant depuis le début de l'année.
- *J.P. Morgan* a abaissé ses projections de croissance de 0,2 pt%, à 1,7%, prévoyant un affaiblissement de la production industrielle et manufacturière du pays en raison d'une économie moins dynamique aux États-Unis.

Le Président a quant à lui estimé que le PIB mexicain augmenterait d'au moins 2% en 2019.

Entre le 30 novembre 2018 et le 16 janvier 2019, le MXN s'est apprécié de 7,5% face à l'USD, passant de 20,44 MXN pour 1 USD à 18,920 MXN/USD.

Le Président AMLO ne participera pas au Forum Économique Mondial à Davos du 22 au 25 janvier. La délégation mexicaine à Davos sera toutefois la 2^{ème} délégation latino-américaine en taille (21 participants), et sera dirigée par la Ministre de l'Économie, Graziela Márquez. La délégation latino-américaine la plus importante sera la délégation brésilienne.

Entre le 14 décembre et le 4 janvier, 3,23 Mds USD de capitaux étrangers sont entrés au Mexique, les investisseurs optant majoritairement pour les instruments de dette souveraine. La hausse des taux directeurs de Banxico, l'optimisme quant à une normalisation moins rapide de la politique monétaire de la Fed et la présentation d'un budget 2019 « raisonnable » sont avancés comme les facteurs de ces entrées de capitaux étrangers.

L'indice de confiance des consommateurs a crû de 22,4% g.a. en décembre 2018, passant de 86,3 points à 105,6 points. Il s'agit du 7^{ème} mois de croissance à deux chiffres en glissement annuel. La croissance du sous-indice de la perception des conditions économiques dans l'année a crû de 68% g.a, et celui de la situation actuelle du pays a crû de 18,9% g.a.

4 entreprises participant au projet de Nouvel Aéroport International de Mexico (NAIM) évaluent la possibilité d'un recours à un arbitrage international suite à l'annonce de l'annulation du projet par le Gouvernement. Cet arbitrage serait possible dans le cadre des traités internationaux signés par le Mexique et protégeant les investisseurs.

Le Mexique a produit 3,9 M d'automobiles en 2018, soit 0,6% de moins qu'en 2017. La production a connu une baisse de 9,7% g.a. en décembre. La baisse de la production reflète la baisse des ventes d'automobiles au Mexique, selon Citibanamex, qui indique que la production pourrait reprendre en 2019 grâce à l'ouverture de plusieurs usines.

La création nette d'emplois formels au Mexique a atteint 660 190 emplois en 2018, soit une baisse des créations d'emplois de 17,5% par rapport à 2017, et le 3^{ème} niveau le plus bas depuis 2010. Cela s'explique notamment par la destruction de 378 500 emplois en décembre : ces suppressions d'emplois (saisonniers et liées à une réorganisation des équipes des entreprises mexicaines en fin d'année) ont été significativement supérieures aux années précédentes. 36,4% des créations d'emplois entre janvier et novembre 2018 ont ainsi été annulées par les destructions de décembre. Les créations nettes ont été inférieures aux estimations de Banxico pour 2018 (718 000).

La croissance mexicaine devrait atteindre 3% en 2020, selon Jonathan Heath, candidat proposé par le Président pour le Comité Directeur de la Banque centrale mexicaine (Banxico). Il estime également qu'un sursaut de la croissance est possible pour 2019 ; le dynamisme de la croissance mexicaine est cependant dépendant d'une récupération de l'investissement public et de l'investissement privé, des exportations et du renforcement de l'économie étasunienne.

La production a chuté de 1,3% g.a. en novembre, soit la 2^{ème} plus forte chute après mars (-3,9% g.a.). Les secteurs de la construction (-3,3%) et de l'industrie minière (8,0%) ont contribué à la baisse de la production, et n'ont pas compensé la croissance des productions de l'industrie manufacturière (+1,4% g.a.) et de la génération d'eau, de gaz et d'électricité (+0,8%).

Bernardo González, ex-Président du régulateur bancaire mexicain (CNBV) est désormais à la tête de l'Association Mexicaine des Afores (fonds de pension mexicains) – Amafore. Il a été un des principaux instigateurs de la Loi FinTech. Il remplace Carlos Noriega Cutis, devenu chef de l'unité des assurances, pensions et de la sécurité sociale au Ministère des Finances.

Finances publiques

Les autorités mexicaines ont annoncé le succès de l'émission de titres de dette souveraine (en dollar) pour un montant total de 2 Mds USD, à 10 ans, rémunérés 190 points de base au-dessus du rendement des titres étatsuniens (à 4,577%). La demande pour les titres émis a atteint 8 Mds USD, soit 4 fois le montant de l'émission. Plus de 320 investisseurs institutionnels ont participé à la transaction. Les titres arriveront à échéance en avril 2029.

Le Ministère des Finances a présenté sa stratégie de couverture des finances publiques face au risque de variation des prix internationaux du pétrole pour 2019 et souhaite ainsi assurer le prix de 55 USD par baril de pétrole mexicain à l'exportation. Il n'a pas indiqué le nombre de barils couverts pour 2019. Le Mexique s'est doté de cet outil pour la première fois en 1990 (Guerre du Golfe). Entre 2008 et 2017, il a ainsi assuré 250 M de barils par an en moyenne. La couverture devrait coûter 23,49 M MXN, soit la deuxième année la plus chère depuis le lancement de l'outil (après 2018 – 24,1 M MXN).

Selon Barclay's, il existe un risque d'abaissement de la notation de crédit de Pemex pour 2019. La banque estime que les fondamentaux de l'entreprise publique ont été dégradés, mettant en avant l'augmentation du coût de sa dette, une production décevante et une dégradation de ses indicateurs de crédit.

Le RoadShow de Pemex et du Ministère de Finance à New York, ayant pour but de rassurer les investisseurs concernant la situation de l'entreprise, n'a pas eu l'effet escompté : le rendement de l'obligation de Pemex à 2027 a crû de 40 pdb suite à leur intervention devant les investisseurs. L'absence de précisions concernant le financement de l'augmentation des dépenses de capital (+22% vs. 2018), le manque de clarté concernant la façon d'atteindre les objectifs fixés, le plan de sauvetage de l'entreprise et les prochaines mises aux enchères de concessions ont été critiqués par les investisseurs.

La majorité Présidentielle à l'Assemblée a présenté une initiative pour permettre un plus fort contrôle de Pemex de la part du Gouvernement fédéral et un renforcement des attributions du Directeur Général de l'entreprise publique. Le renforcement des attributions du DG de Pemex serait peu recommandable selon l'Institut Mexicain des Cadres Financiers (IMEF), ce dernier critiquant la trop forte centralisation des pouvoirs décisionnels.

Indicateur	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	Niveau du 16/01/2019
Bourse (IPC)	+0,6%	-11,5%	43819,53 points
Taux de change MXN/USD	-1,7%	+1,0%	18,90 USD/MXN
Taux de change MXN/EUR	-3,0%	-5,7%	21,52 EUR/MXN
Prix du baril de pétrole mexicain (USD)	+0,9%	-11,3%	52,06 USD

AMERIQUE CENTRALE

2017 – PIB : 262,1 Mds USD | Pop : 47 M hbts

Selon le dernier rapport de la Banque Mondiale, les perspectives de croissance pour l'Amérique centrale sont de 3,4% en 2019 (-0,5 point de pourcentage par rapport à la dernière estimation, datée de juin). Le Panama serait le pays le plus performant de la région avec une croissance prévue à 6,0%, tandis que le Nicaragua serait le seul pays à connaître une décroissance de son économie (-0,5%).

BID Invest, filiale de la Banque Interaméricaine de Développement (BID) pour le financement du secteur privé, prévoit d'investir 4 Mds USD dans des projets de développement privés en 2019, soit un montant similaire à celui investi en 2018. D'après l'institution, 40% de ce montant a été accordé à des pays de petite taille. BID Invest agit principalement dans les secteurs de l'énergie et des infrastructures, de l'hôtellerie, des télécommunications, et dans les industries manufacturière et agroalimentaire, ainsi que le secteur financier. En 2018, BID Invest a soutenu financièrement le projet d'énergie photovoltaïque Capella Solar détenu à 100% par l'entreprise française Neoen, à hauteur de 30 M USD.

Le Salvador et le Guatemala ont entamé des négociations à Londres dans le but de finaliser un nouvel accord commercial avec le Royaume-Uni. Cependant, étant donné les blocages actuels sur la sortie de la Grande-Bretagne de l'Union Européenne, la conclusion de cet accord reste incertaine.

Costa Rica

2017 – PIB : 58 Mds USD | Pop : 4,9 M hbts

Après Moody's et Standard & Poor's, Fitch dégrade à son tour la notation de la dette costaricienne : de BB à B+ (soit une baisse de deux échelons) avec perspectives négatives. Les agences saluent l'approbation de la réforme sur les finances publiques mais signalent que ses effets positifs ne seront perçus que d'ici 3 à 4 ans. Selon Fitch, la hausse rapide des taux d'intérêt pousserait le déficit à la hausse et augmenterait la dette. Les projections de Fitch placent le déficit au-dessus de 6% du PIB jusqu'en 2020. Selon leurs estimations, la dette devrait atteindre un point haut à 65% du PIB, en 2023, et commencerait à diminuer l'année suivante.

En 2019, les besoins de financement souverains sont estimés à 13,3% du PIB, selon Fitch, repartis en 6,8% du PIB pour financer le service de la dette et 6,5% du PIB pour le financement du budget. Les solutions envisagées pour ce financement sont l'émission d'euro-obligations et le financement par des organisations multilatérales. Le Gouvernement, par le biais d'un projet de loi, a déjà fait une demande à l'Assemblée législative pour l'émission de 6 Mds USD en euro-obligations sur les 5 prochaines années.

Guatemala

2017 – PIB : 75,7 Mds USD | Pop : 16,9 M hbts

En novembre 2018, l'activité économique au Guatemala a enregistré une hausse de 3,4% (g.a.), principalement en raison de la performance du commerce de gros et de détail.

L'envoi de remesas a atteint un record en 2018, à 9,3 Mds USD soit 13% de plus qu'en 2017. Entre 2011 et 2018, les envois de remesas ont doublé (de 4,4 Mds USD à 9,3 Mds USD). Le montant moyen de chaque envoi s'élève à 350 USD, soit 25 USD de plus qu'en 2017. D'après la Banque centrale du Guatemala, les remesas comptent pour plus de 11% du PIB du pays.

Le Président Morales a décidé de mettre fin au mandat de la Commission Internationale contre l'Impunité au Guatemala (CICIG) le 7 janvier dernier. La CICIG, appuyée par les Nations Unies, avait été créée en 2006 et enquêtait sur de hauts responsables gouvernementaux et autres proches du Président Jimmy Morales. Cette décision a été dénoncée, entre autres, par Moody's. L'agence de notation n'écarte pas de revoir sa note à la baisse pour le

Guatemala si l'instabilité politique et l'insécurité juridique devaient progresser. **Cette décision a cependant été suspendue par la Cour Constitutionnelle le 9 janvier, sans que cela ne semble affecter la décision du Gouvernement qui maintient fermement sa position.**

Les négociations pour un accord de libre-échange entre le Guatemala et la Corée du Sud devraient se poursuivre en 2019. Le Guatemala rejoindrait ainsi le Salvador, le Nicaragua et le Honduras, qui ont chacun déjà conclu un accord de libre-échange avec ce pays asiatique.

L'institut de sécurité sociale du Guatemala a annoncé son intention d'investir 390 M USD dans la construction de 8 hôpitaux dans différentes régions du pays. Les travaux devraient commencer dès le S2 2019 par la construction de l'hôpital Zacapa, pour un investissement de 150 M USD.

Honduras

2017 – PIB : 22,9 Mds USD | Pop : 9,2 M hbts

L'activité économique a enregistré une croissance interannuelle de 3,7% en novembre 2018, notamment tirée par la performance des secteurs de l'intermédiation financière et de l'industrie manufacturière.

Nicaragua

2017 – PIB : 13,7 Mds USD | Pop : 6,2 M hbts

Le PIB a enregistré une baisse de 4,8% au T3 2018 (g.a.), selon les chiffres de la Banque centrale du Nicaragua. Les exportations et les importations ont toutes deux enregistré des baisses, de -2,9% et de -26,1% respectivement. La consommation a également chuté (-6,3%) ainsi que la formation brute de capital fixe (-28,7%).

L'Association des Producteurs et des Exportateurs du Nicaragua (APEN) a indiqué que les recettes d'exportation avaient chuté de 1,1% en 2018. Le café, le bœuf, les langoustes, le fromage et les cacahuètes figurent parmi les 5 principaux produits dont les recettes d'exportation ont diminué en 2018. L'APEN prévoit également que 2019 sera difficile pour l'économie du pays et que de nombreux facteurs risquent d'entraver la croissance des exportations, notamment le manque de nouveaux investissements.

Le Nicaragua a clôturé l'année 2018 avec une inflation de 3,9%, soit une diminution de 1,8 point de pourcentage par rapport à 2017 (5,7%).

La Chine est la principale destination des exportations de sucre nicaraguayen en 2018 (61,5 M USD, soit 45,3% du total exporté de 135,8 M USD) selon la Banque centrale du Nicaragua. L'activité sucrière au Nicaragua contribue pour plus de 4% au PIB du pays. La Chine devance ainsi les Etats-Unis qui occupent le 2^{ème} rang avec 20,5% du total des exportations de sucre.

Panama

2017 – PIB : 61,9 Mds USD | Pop : 4 M hbts

Le Panama connaîtra la croissance économique la plus forte d'Amérique latine en 2019, à 6%, selon la Banque Mondiale, soit un niveau très significativement supérieur à la moyenne régionale de 1,7%.

En 2018, le secteur de l'assurance enregistre de bonnes performances : les primes souscrites ont augmenté de 6,2% par rapport à 2017, pour atteindre 1,56 Md USD. Les segments affichant les montants de primes les plus élevés ont été l'assurance automobile (321,2 M USD), l'assurance santé (311,9 M USD) et l'assurance vie collective (217 M USD).

En 2018, seules 7 entreprises (dont 3 chinoises) se sont installées dans le pays sous le régime SEM (Siège d'Entreprise Multinationale), contre 20 en 2017 et 25 en 2016. Cette réduction est liée aux changements de la loi qui régule le régime SEM. Aujourd'hui, on compte 147 entreprises SEM, qui totalisent 1 Md d'investissements et plus de 6 000 emplois.

La mine de cuivre Cobre Panama entrera en opération le 18 février. La mine, qui a nécessité un investissement de 6,3 Mds USD, devrait générer 3 000 emplois directs et produire 150 000 tonnes de cuivre. Selon Bloomberg, elle générerait 300 000 tonnes en 2020 et entre 330 000 et 350 000 tonnes en 2021. Les exportations de cuivre devraient contribuer à hauteur de 3% du PIB, avec 2 Mds USD d'exportations.

L'entreprise publique de transmission électrique (ETESA) réalisera sa 1^{ère} émission d'obligations pouvant atteindre 300 M USD et une échéance maximum de 10 ans. L'émission aura pour but de refinancer les dettes existantes et l'exécution du plan d'expansion d'ETESA. L'entreprise a actuellement une dette de 550 M USD (3 lignes de crédit pour un total de 150 M USD ; un prêt de 400 M USD avec CitiBank). Dans les prochains mois, ETESA espère réaliser une émission internationale à long terme pur 500 M USD.

Salvador

2017 – PIB : 28 Mds USD | Pop : 6,3 M hbts

La Banque centrale du Salvador a enregistré plus de 1,2 Md USD d'Investissements Directs à l'Étranger (IDE) cumulés au cours des 3 premiers trimestres de l'année 2018, soit une hausse de +24% (g.a). C'est la 3^{ème} année

consécutives que le pays attire plus de 400 M USD d'IDE en moyenne chaque trimestre. Ces investissements, principalement en provenance des États-Unis, sont principalement concentrés (à 70%) dans les secteurs industriel, financier et des technologies de l'information et de la communication.

Le Ministère du Tourisme prévoit la venue de 2,6 M de touristes au Salvador en 2019 (+6,2% par rapport à 2018). Ces derniers devraient, selon les autorités salvadoriennes, générer 1,7 Md USD de revenus pour le pays, soit une hausse de 12,7% (g.a). 58% des touristes devraient provenir d'Amérique centrale et 35% d'Amérique du nord.

En 2018, le portefeuille de crédits des institutions financières a crû de 5,9%, passant de 13 Mds USD à 13,8 Mds USD. La majeure partie du portefeuille de prêts a été concentrée dans le financement des entreprises, qui ont reçu 6,4 Mds USD de financement, soit une croissance de 8,6% sur l'année.

CARAÏBES

2017 – PIB : 147,9 Mds USD | Pop : 27,3 M hbts

Selon le dernier rapport de la Banque Mondiale, les perspectives de croissance pour les Caraïbes sont de 4,0% en 2019 (+0,5 point de pourcentage par rapport à la dernière estimation, datée de juin).

L'acquisition des activités bancaires de Scotiabank dans 9 pays des Caraïbes fera de Republic Financial Holdings Limited (RFHL) un acteur régional majeur. Les actifs de la RFHL devraient atteindre 15 Mds USD (contre 10,5 Mds USD avant l'acquisition). Les bénéfices devraient également augmenter, passant de 198 M USD à 270 M USD. Les banques acquises se situent à Anguilla, à Antigue-et-Barbude, en Dominique, en Grenade, en Guyane, à Saint Martin, à Saint-Christophe-et-Niévès, à Saint-Vincent-et-les-Grenadines et à Sainte Lucie. Le prix d'achat s'élève à 123 M USD.

Barbade

2017 – PIB : 5 Mds USD | Pop : 285 000 hbts

Le Gouvernement de la Barbade a indiqué qu'il gèlera ses emprunts souverains pendant 4 ans. Le pays n'avait effectivement pas été en mesure de payer deux échéances sur sa dette, les 4 et 6 août dernier, suite à quoi S&P's avait placé la Barbade en défaut sélectif. Selon le FMI, la dette publique de la Barbade atteignait 157% du PIB en 2017.

Grenade

2017 – PIB : 1,6 Mds USD | Pop : 107 000 hbts

En 2018, l'industrie touristique a battu un record en accueillant 528 077 touristes, soit 12,9% de plus qu'en 2017. Le secteur de la plaisance a enregistré une croissance de 10,8%, résultat direct de 428 escales de plus. Les arrivées de croisières ont augmenté de 14,5%, en raison du nombre plus important de navires de croisières et le tourisme de séjours a connu une augmentation de 10%.

Haïti

2017 – PIB : 8,6 Mds USD | Pop : 10,9 M hbts

Selon l'institut haïtien de statistiques, l'économie haïtienne a crû de 1,5% en 2018. 21% de la valeur ajoutée générée par l'économie haïtienne provient du secteur primaire.

Le Ministre de l'Économie et des Finances, Ronald Décembre, a indiqué que la plupart des indicateurs macroéconomiques du pays affichaient des signaux très alarmants. Il a indiqué que la cible de pression fiscale (14% du PIB) ne serait pas atteinte, et que la raréfaction des ressources pétrolières, alliée à une impossibilité d'arrêter les subventions aux prix des carburants, compliquait significativement la situation économique du pays. Il a mentionné que le financement monétaire de la Banque centrale avait eu un impact négatif important sur la dépréciation de la HTG et sur l'inflation.

Jamaïque

2017 – PIB : 14,4 Mds USD | Pop : 2,9 M hbts

En 2018, les revenus touristiques ont augmenté de 8,6%, atteignant 3,3 Md USD. Pour la deuxième année consécutive, le pays a accueilli plus de 4,3 millions de touristes, à 4,31 millions en 2018.

République dominicaine

2017 – PIB : 75 Mds USD | Pop : 10,8 M hbts

La République dominicaine a reçu 6,5 M de touristes en 2018, soit 381 000 touristes de plus qu'en 2017 (+6,2%). 69% des touristes étaient étrangers, 31% étaient des dominicains résidant à l'étranger. 58% de ces visiteurs étaient originaires d'Amérique du nord, 24% d'Europe et 18% d'Amérique latine et des Caraïbes. En décembre 2018, 659 000 visiteurs (+5,1% g.a.) ont visité la République dominicaine.

Clause de non-responsabilité - Le Service Economique Régional de Mexico s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.